

Une autre question

Depuis près de cinquante ans, soit pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, la question de l'indépendance du Québec tient une place importante sur la scène politique canadienne. Il y a par contre plusieurs autres questions fondamentales qui ont besoin d'être réglées, mais dont on reporte l'étude étant donné que le risque de séparation du Québec est plus angoissant. La plupart de ces affaires concernent surtout la modernisation des institutions gouvernementales et l'inclusion des minorités, comme le soulignent Guy Laforest et Ovide Mercredi, mais elles traitent également de problèmes plus récents.

Selon Guy Laforest, directeur du département de sciences politiques à l'Université Laval, il est grand temps de réévaluer nos établissements gouvernementaux. Cette action rendrait probablement l'avis des Canadiens sur leur système politique fédéral plus vif, mitigé depuis le dernier référendum de 1995. Des idées qui ont été proposées par Laforest pour se faire sont de changer le processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada ainsi que réarranger le Sénat, résultant en une diminution du pouvoir supérieur du premier ministre. L'effet de tous ces changements serait un Canada plus fédéraliste, plus juste et plus accessible à l'ensemble de la population.

Dans son deuxième article, Laforest mentionne les conditions des minorités linguistiques et ethniques, tant au Canada qu'à travers le monde, qui demandent une grande amélioration. Au dire de Laforest, si le Canada et le Québec travaillaient ensemble, ils pourraient jouer un rôle incomparable dans les débats entourant les diversités mondiales. L'unicité des Amériques serait également un sujet auquel le gouvernement canadien pourrait s'attarder. Certaines positions de Laforest sont également partagées par Ovide Mercredi, autrefois chef national de l'Assemblée des Premières Nations.

Le point proéminent des articles de Mercredi est évidemment le manque de l'implication des Autochtones dans la question de l'unité canadienne et dans la plupart des dilemmes auxquels le gouvernement fédéral est confronté.

D'après le professeur d'études autochtones de l'Université de Sudbury, deux scénarios sont possibles avec la question de l'unité. Dans la première situation, le Québec et le Canada seraient unis, c'est-à-dire les peuples colonisateurs : les Français et les Anglais. Au dire de Mercredi, on ne tiendrait pas compte des Premières Nations, ce qui répèterait l'erreur des Pères fondateurs à Charlottetown : de construire un pays en ne considérant que les besoins et les aspirations de seulement deux races. Une solution possible serait d'inclure les Autochtones comme partenaires égaux dans le développement de l'unité fédérale pour atteindre la justice et la réconciliation entre les peuples.

Pour Mercredi, édifier un pays reposant sur des principes d'inclusion et de partage serait largement préférable à la perpétuation d'un État qui sert avant tout les besoins des citoyens. Beaucoup de Canadiens, principalement appartenant aux minorités, vivent en milieux ruraux et sont souvent délaissés lors de prises de décisions fédérales. Sa philosophie se base sur quatre idées principales : l'amélioration de la condition des Premières Nations, la garantie du bien-être de l'ensemble de la population, le renouvellement des institutions gouvernementales et sauver l'environnement. Au fond, tout ce qui est nécessaire, c'est de s'assurer de prendre en considération les attentes, les besoins ainsi que les aspirations de tous, qu'ils soient des enfants, des immigrants ou des gens de pouvoir.

Ces deux universitaires soulèvent des points très valables dans la question de l'unité. Dans la quête de celle-ci, on a souvent tendance à oublier certaines minorités importantes. Il serait donc important de les inclure autant dans la résolution du conflit unitaire que dans la planification du futur qui s'en suit.

La politique d'immigration du Canada, unique en son genre, permet un multiculturalisme présent partout dans le pays. C'est pourquoi il est primordial de ne pas penser uniquement aux cultures colonisatrices lors de la résolution de l'unité. Depuis longtemps, la devise du Canada est « D'un océan à l'autre ». On devrait la mettre en pratique en incluant tous les peuples qui résident d'un bout à l'autre de notre vaste pays dans les actions fédérales. En lien avec cette idée, le pouvoir gouvernemental devrait être divisé plus également dans la totalité de la nation et être moins axé vers une seule personne. Pour ce faire, les institutions gouvernementales auraient besoin d'être réformées, comme l'a mentionné Laforest dans ses articles.

Si la question de l'unité se règle, on devrait également s'attarder à l'accessibilité aux services communautaires pour l'ensemble de la population, tels que les soins de santé et l'éducation gratuite. Ces sujets, tout comme l'unité du pays, ont été au centre des discussions canadiennes lors de la deuxième moitié du XX^e siècle. Il y a également la question du bilinguisme qui pourrait être réévaluée, dans le but de s'assurer de son établissement dans tous les coins du pays. Toutes ces préoccupations occupent la scène politique nationale depuis des décennies, mais il y a d'autres questions plus modernes qui nécessitent de s'ajouter à cette liste.

Une des affaires qui occupe une place de plus en plus importante dans nos vies ainsi que dans les discussions et les débats politiques est sans contredit celle de l'environnement. Si l'unité fédérale se réglerait, le gouvernement canadien pourrait se concentrer au développement de politiques pour la sauvegarde et le relèvement de la santé de notre planète, autant sur le plan local que sur la scène mondiale.

De plus, le Canada pourrait investir dans de nouvelles technologies ainsi que présenter des moyens pour les contrôler et les réglementer, ce qui garderait le pays à jour dans ce domaine qui croît à

un rythme presque effrayant. Ceci permettrait sûrement l'expansion des petites comme des grosses entreprises à travers le pays, ce qui pourrait améliorer de la situation économique des dernières années.

La question de la péréquation fédérale a également été au centre des débats au cours des dernières années. Gilles Duceppe, chef du Parti Québécois fédéral, prône depuis longtemps que le Québec ne reçoit pas sa juste part de la tarte. Le plus gros du problème réside dans le fait que les membres du Parti Québécois sont centrés sur eux-mêmes et sur leurs problèmes, sans tenir compte de l'unité nationale. Le gouvernement et les habitants de Terre-Neuve et Labrador ont mis des années à obtenir leur part. Pourquoi est-ce que le reste du Canada devrait payer pour le rêve de la nation québécoise?

À l'encontre de cet argument, on peut observer que les provinces les plus riches du pays, telles que le Québec, l'Ontario et l'Alberta, payent des taxes fédérales pour subvenir aux besoins des provinces ayant moins de ressources, comme les provinces Maritimes. L'Alberta, la seule province qui n'est pas endettée, devrait se poser plus de questions que le Québec en ce qui a trait à la péréquation. Dans le fond, on peut penser ce que l'on veut du Québec, il apporte tout de même une aide précieuse aux provinces qui ont plus de difficulté.

On peut aussi voir ce problème par le biais des médias nationaux. Il semblerait qu'ils couvrent en majorité les événements et l'actualité du Québec que ceux du reste du Canada. À titre d'exemple, la Société Radio-Canada avec son Télé Journal se doit de représenter, dans la mesure du possible, ce qui se passe d'un bout à l'autre du pays. Par contre, la plus grande partie de l'information présentée représente celle du Québec. On est donc en mesure de se demander : pourquoi Radio-Canada est-elle encore une société d'état?

En conclusion, il semblerait donc que l'unité canadienne ne se réalisera que lorsque les deux parties – le Québec et le reste du Canada – auront la volonté ainsi que l'initiative d'y arriver. Si cette

question se règle un jour, plusieurs préoccupations, tant antérieures que nouvelles, sont alignées sur la table des discussions gouvernementales. Par contre, comme le souligne Guy Laforest : « Les questions brûlantes, avec tout l'orage qui les accompagne, ne peuvent pas simplement s'évaporer », d'où il peut sembler que ce problème soit ancré dans la vie des Canadiens et des Canadiennes pour plusieurs années à venir.